

Mobilisé·es pour la justice sociale

Les débats budgétaires se poursuivent au Parlement, et il n'est pas facile de s'y retrouver dans les méandres des procédures de débat et de vote mais quelques certitudes cependant.

Les mesures prévues dans le projet initial des PLF et PLFSS reprennent toutes les violences annoncées en juillet contre les populations et les services publics alors que les milliardaires peuvent dormir sur leurs deux oreilles et compter sur les médias qu'ils possèdent pour veiller au grain.

Le gouvernement s'enferme dans sa politique de réduction des dépenses de l'État et de refus d'augmenter les recettes, renonçant à répondre aux aspirations de justice fiscale, sociale et écologique portées dans les mobilisations en septembre-octobre par des centaines de milliers de manifestant·es et largement partagées par la population. Ainsi la taxe Zucman a été écartée alors que son principe a le soutien d'une majorité de la population (voir p 5 et 6) signe de la progression de l'exigence d'une réelle justice fiscale en mettant à contribution les ultra-riches.

Du côté des retraité·es, la bataille sans répit (pétitions, courriers et audiences aux députés ...) que nous menons depuis plus d'un an pour dénoncer l'arnaque de la suppression de l'abattement fiscal de 10%, pour convaincre et pour contrer le « retraité·es-bashing » met en difficulté le pouvoir (voir page 3).

Tout cela doit être un point d'appui pour poursuivre notre travail de conviction sur la possibilité de faire d'autres choix budgétaires et fiscaux. Rien n'est encore joué, le débat budgétaire durera jusqu'à la mi-

décembre et quelle qu'en soit l'issue il restera nombre de combats à mener .

C'est pourquoi les retraité·es du SNES FSU seront présents avec les actif·ves dans les actions et manifestations du 2 décembre à l'appel de la la FSU, de la CGT et de Solidaires

Informé, défendre nos exigences aussi pour la protection sociale est essentiel pour l'avenir de la Sécurité sociale, sa défense avec la mise en œuvre de la PSC. Notre assemblée générale du 21 novembre a montré les enjeux et l'intérêt des collègues pour ce sujet (voir page 3).

La défense des libertés et de l'égalité , la lutte contre la main-mise des milliardaires sur les médias chaque jour plus dangereuse pour la démocratie, le combat pour la paix alors que la situation internationale très inquiétante est instrumentalisée par les droites pour détourner l'attention des vrais enjeux... la liste est longue des raisons de se mobiliser et de partager des moments d'échange à l'occasion par exemple des conférences que nous vous proposons en page 4.

Fabienne Bellin et Anne-Marie Roussel
Co secrétaires retraité·es SNES -FSU Versailles
Le 24 novembre 2025





POUR NOS MÉTIERS, NOS SALAIRES, NOS PENSIONS

LE 2 DÉCEMBRE

TOUTES ET TOUS MOBILISÉ·ES



Sommaire	
p.1 :	Edito
p.2 :	Du côté des collègues et des lycées
p.3 :	Actions des retraité·es
p.4 :	Sorties , conférence, contacts
p.5 et 6 :	Taxe Zucman

Du côté des collèges et des lycées

Budgets de fonctionnement, politiques budgétaires des collectivités : austérité pour le public et ingérences pédagogiques. Zoom avec les contributions des secrétaires départementales et académiques du SNES Versailles.

Région et départements : collèges et lycées publics au pain sec !

En octobre les 4 départements et la région Ile de France ont établi les dotations de fonctionnement (pour l'année 2026) des établissements sous leur responsabilité.

Depuis plusieurs années les dotations de l'Etat envers les communes, départements et régions sont rabotées sans que les missions soient revues à la baisse. En particulier, les départements, responsables des politiques sociales (RSA, APA ...), sont particulièrement touchés, car ils font face à des dépenses qui augmentent mécaniquement avec la montée de la pauvreté et un chômage qui reste à un haut niveau.

Mais choisir de baisser les subventions aux établissements publics est un choix politique, quand dans le même temps certaines collectivités gratifient les établissements privés bien au-delà des obligations légales.

Dans les Yvelines les dotations de fonctionnement des collèges baissent de 9 %, soit +26 % en trois ans.

Dans les Hauts de Seine la baisse est de 11,5 % et en Essonne de 5 %. Dans le Val d'Oise les subventions stagnent en valeur, mais en réalité baissent si l'on tient compte de l'inflation.

Pour les lycées publics, les dotations régionales stagnent aussi, ce qui compte tenu de l'inflation représente une baisse de 10 % en euros constants depuis 2022.

Forcément, quand les chefs d'établissement proposeront une répartition des crédits lors du vote du budget, une fois les dépenses contraintes prévues, ce sont les crédits pédagogiques qui feront les frais de ces baisses.

Le privé ne connaît pas l'austérité

Dans les Hauts de Seine, l'enseignement privé organise la ségrégation scolaire. Les 10 collèges ayant le plus fort indice de position sociale (IPS) dans ce département sont tous privés, quand les 10 collèges ayant le plus faible IPS sont tous publics.

Le Conseil Départemental a versé aux collèges privés sous contrat des subventions d'investissement pour un montant de 2,9 millions en 2022, 1,9 millions en 2023, 1,7 millions en 2025. Ces subventions d'investissement ne sont, en aucun cas, une obligation légale et sont à mettre en regard avec la dotation de fonctionnement des collèges publics (obligatoire) de 8,4 millions. Si le département consacrait cette somme aux budgets de fonctionnement des collèges publics, leurs dotations augmenteraient de 25 % !

Avec la région Ile de France c'est « open bar » : les lycées, dont des établissements mis en cause pour non respect de la liberté de conscience comme le lycée Stanislas, voire des faits plus graves, reçoivent des subventions non obligatoires. Ainsi pour 2026, la présidente de région va bien au-delà des dotations de fonctionnements obligatoires, elle prévoit d'accroître ces aides supra-légales de 27 % (équipements sportifs ou accessibilité, rénovation énergétique ...), les faisant passer de 8 à 11 millions d'euros. Cette somme est aussi à comparer avec ce que reçoivent les lycées publics de la région : 85 millions.

Michel Galin, trésorier retraité-es S1 Essonne

La politique numérique de la région Île-de-France nuit à la liberté pédagogique

Les lycées qui ont fait le choix des manuels papier ne disposent plus de financement pour effectuer un réassort ou leur renouvellement. Les établissements ayant fait le choix des manuels numériques ne sont pas mieux lotis, puisque le budget dédié aux ressources numériques, qui comprend aussi les manuels numériques des éditeurs, est en forte baisse. Cela contraint les équipes soit à financer sur fonds propres le renouvellement des licences, soit à



faire le choix de « manuels libres » sur la plateforme Pearltrees, dont l'ergonomie et le contenu posent de nombreux problèmes. Cette plateforme, mise en place par la région, avec les corps d'inspection, revient à **instaurer** un manuel unique dont elle contrôle le contenu.

La Région cherche par tous les moyens à imposer les manuels numériques, sous couvert d'économie budgétaire, manifestant une dangereuse volonté de s'ingérer dans les choix effectués par les équipes, qui met en cause leur liberté pédagogique. Tout en se targuant de « générosité », le « *financement des manuels scolaires* [n'étant] pas une obligation pour les régions ». Certes, mais 1. le financement des investissements dans les établissements privés n'est pas non plus une obligation des régions ; 2. la pédagogie n'est pas une compétence régionale !

Fabienne Bellin

Les retraité·es dans l'action

Les retraité·es dans l'action

Les retraité·es ont participé aux côtés des actif·ves aux journées d'action les 10, 18 septembre et le 2 octobre. A l'appel des 8 organisations de retraité·es (G9 sans FO), le 6 novembre, jour du vote du budget de la Sécu, ont eu lieu dans toute la France, rassemblements, audiences auprès des préfetures, conférences de presse, envois de lettres à destination des parlementaires. Ces actions ont été assez bien relayées par les médias.

Les retraité·es de l'académie de Versailles se sont joint·es au cortège de l'Ile de France (Luxembourg - Invalides) qui a réuni environ 4000 manifestant·es malgré la pluie et la communication du gouvernement.

La secrétaire de la FSU, Caroline Chevé, ainsi que Sophie Binet pour la CGT et Murielle Guilbert pour Solidaires, étaient présentes au début de la manifestation et ont fait des déclarations en présence la presse.

Pouvoir d'achat et niveau des pensions, justice fiscale étaient au centre de ces mobilisations face à l'avalanche de mesures annoncées par Bayrou, reprises par Lecornu.

Les débats parlementaires se poursuivent et leur issue est incertaine. Cependant si les député·es ont fait évoluer significativement le PLFSS, même avec des arrière-pensées électoralistes, c'est bien en raison de la détermination, des actions unitaires et dans la durée des organisations de retraité·es. Évidemment rien n'est joué, mais ne minimisons l'importance du rejet de la suppression de l'abattement fiscal de 10% sur les pensions par une majorité écrasante (213 voix "pour"/17 voix "contre"/3 abstentions) lors de l'examen du PLF. Que fera le Sénat de cet article ? Incontestablement cela va lui être plus difficile de contredire totalement un vote aussi écrasant.

Ce n'est pas le seul point sur lequel nous allons avoir à continuer à nous battre mais nous avons réussi à mettre au centre du débat politique la question du pouvoir d'achat des retraité·es, des droits acquis par les cotisations au terme d'une vie de travail, mettons le en valeur et restons mobilisé·es



Les retraité·es seront présent·es à nouveau avec les actif·ves dans les actions prochaines notamment celle du 2 décembre à l'appel de La FSU, La CGT et Solidaires.

Le lieu de la manifestation parisienne vous sera communiqué dès qu'il sera fixé.

Consultez, vos mails, les sites du SNES- FSU, ceux des FSU départementales.

FB et AMR

Assemblée Générale des retraité·es du 21 novembre

L'assemblée générale de l'automne a réuni cette année les trois sections académiques de retraité·es de Créteil, Paris et Versailles dans le confortable amphithéâtre du lycée de Gabriel Fauré à Paris avec une centaine de participant·es. La matinée a été consacrée à la présentation suivie de débats des situations internationale et nationale marquées par la montée inquiétante de l'extrême droite, présentation des PLF et PLFSS avec les nombreuses incertitudes liées aux débats et aux votes parlementaires puis de l'action syndicale. Elle s'est terminée par un exposé sur la dette publique. Les échanges sur chaque sujet ont été riches.

L'après-midi a été consacrée à l'analyse de la réforme de la Protection Sociale Complémentaire et de sa mise en place. Les conséquences sur la protection sociale des retraité·es victimes de l'abandon de la solidarité intergénérationnelle ont été largement évoquées. Il reste encore des zones d'ombre sur ce que la MGEN va « proposer » aux retraité·es et le débat s'est aussi porté sur la stratégie syndicale. Au delà de l'information immédiate et indispensable à donner aux collègues, comment se battre pour enrayer la dérive vers toujours plus de privatisation du système de protection sociale. Dans un contexte qui mise de plus en plus sur l'individualisme, le rôle du collectif est primordial. La bataille pour les 100 % Sécu reste l'objectif. Le sujet est loin d'être clos et des réunions et des stages seront encore nécessaires pour répondre au mieux à toutes les interrogations.

Une journée très appréciée de toutes et tous, par sa richesse et sa chaleur. A rééditer l'année prochaine !

Sur la dette : voir dossier dans le dernier numéro du journal des Retraité·es SNES-FSU
Sur la Sécu et la PSC dossier très complet sur le site du SNES-FSU national.

DOSSIER



DE L'UTILISATION DE LA DETTE

Sorties, conférences , contacts

Les camarades du S1 des retraité·es Paris nous invitent aux conférences qu'ils ont programmées.

Lundi 15 décembre au S4

Conférence « Inégalités fiscales et paradis fiscaux ».

par Gilbert Ricard

14h30 au S4 – 46 avenue d'Ivry - Paris 13°

Vendredi 9 janvier

Conférence de Nonna Mayer, spécialiste de sociologie électorale notamment de l'extrême droite, du racisme et de l'antisémitisme.

14h au S4 – 46 avenue d'Ivry - Paris 13°

Lundi 26 janvier

Conférence de Benjamin Stora sur son dernier livre sur l'état des relations France-Algérie.

14h au S4 – 46 avenue d'Ivry - Paris 13°

Le site du S3 a été rénové ! N'hésitez pas à le consulter, rendez vous de manifestation, dossiers revendicatifs, actualité des établissements, publications... et un onglet « retraité·es » là



Infos section retraité·es Versailles

La visite de Paris « sur les traces de la Révolution » programmée le 13 octobre a été annulée : nous la reprogrammerons au printemps.

Une deuxième édition de la **visite du Paris de la Commune**, après celle appréciée du printemps dernier, sera également programmée.

Rappel

Stage Protection sociale actif·ves retraité·es
Judi 4 décembre , au S3 à Arcueil,

Un programme passionnant à retrouver ici

<https://www.versailles.snes.edu/spip.php?article7308>

Avec Colette Bec sociologue et Hervé Moreau secrétaire national SNES-FSU

Le S3 déménage !

Les 3 sections académiques de Versailles, Paris et Créteil quittent les locaux d'Arcueil pour s'installer dans les locaux du SNES 46 avenue d'Ivry Paris 13^{ème} à partir de la **rentrée des vacances d'hiver, début mars**. Toutes les informations vous seront données en temps utile.

Contacts téléphone, mails , adresse sont inchangés pour le moment.



C'est du temps libéré, en toutes saisons, pour tout ce qu'on n'a pas eu le temps de faire tranquillement dans sa vie d'actif-active... et pour **renouveler sa cotisation au SNES FSU pour les quelques un·es d'entre vous qui ne l'ont pas encore fait !** Il est encore temps de le faire maintenant pour bénéficier de la déduction fiscale sur vos impôts 2025.

Connectez vous sur le site du S3 Versailles à l'adresse

<https://versailles.snes.edu/spip.php?article583>

Rappel : pour tout renseignement sur votre statut de retraité·e, votre pension, votre protection sociale, une adresse mail est dédiée aux retraité·es: enretraite@versailles.snes.edu